



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2712

Texte de la question

POLITIQUE GÉNÉRALE

M. le président. La parole est à M. Laurent Fabius, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Laurent Fabius. Monsieur le Premier ministre, demain vous allez prononcer un discours important de politique générale et demander la confiance. J'ai eu la curiosité de me reporter au précédent discours de politique générale, que vous avez prononcé au mois de juillet 2007. J'y ai vu deux séries de constats. D'abord, vous n'avez à l'époque pas dit un mot sur toute une série d'éléments très importants. Pas un mot en matière de retraites - les soixante-sept ans et les soixante-deux ans (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) -, pas un mot sur la réforme territoriale, pas un mot sur le bouclier fiscal, pas un mot sur la réintégration de la France dans le commandement militaire de l'OTAN, pas un mot sur d'éventuelles difficultés économiques et pas un mot sur la crise. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

En revanche, vous nous disiez : " Nous rétablirons une situation budgétaire à l'équilibre en 2012 au plus tard ", " Mon gouvernement se fixe pour objectif un taux de chômage de 5 % à la fin du quinquennat ".

Quand on considère ces deux aspects, on ne peut qu'être frappé par l'océan qui sépare vos propos de la réalité. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Vous avez une explication, vous nous dites : " C'est la crise. " La Cour des comptes a rendu justice de cet argument en expliquant que la crise expliquait un tiers des mauvais résultats obtenus dont les deux tiers étaient dus aux politiques gouvernementales. Dois-je vous rappeler que vous et vos amis êtes au Gouvernement depuis huit ans !

Monsieur le Premier ministre, au nom de quoi pourrait-on faire confiance à une équipe qui n'a pas tenu ses engagements ? Vivement demain ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe GDR. - Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur le Premier ministre Laurent Fabius, je vous écoute toujours avec beaucoup d'intérêt et vos interventions ne sont jamais médiocres. J'ai simplement l'impression qu'aujourd'hui vous êtes fâché avec le calendrier.

D'abord, vous voulez ouvrir le débat de politique générale de demain aujourd'hui, mais surtout vous avez prétendu, il y a quelques instants, que j'aurais commis l'erreur dans mon discours de politique générale de 2007 de ne pas parler de la crise économique et financière qui est intervenue en 2008. (*Rires et applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

La vérité, c'est que, depuis le premier jour où nous avons gouverné avec la majorité en 2007, le parti socialiste nous demande de changer de cap. Il le fait sans jamais nous présenter un projet alternatif qui soit crédible. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Est-ce le projet que défend M. Hollande ? Est-ce celui que défend M. Montebourg ? Est-ce celui de Mme Aubry ? Est-ce celui de Mme Royal ? Est-ce le vôtre, monsieur Fabius ? Pendant la crise économique et financière, toutes les solutions que vous avez proposées ont été marquées par l'absence totale de réalisme : la baisse de la TVA, la nationalisation des banques, l'interdiction des licenciements, l'augmentation du SMIC. Quant à la réforme des retraites, le parti socialiste, n'écoulant que son courage, s'est refusé à dire la vérité aux Français et l'on voit bien aujourd'hui, d'ailleurs, que vous commencez à en payer le prix en termes de crédibilité. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Non, monsieur Fabius, nous ne changerons pas de cap, parce que nous sommes engagés par la campagne de 2007 et l'élection du Président de la République. Nous ne changerons pas de cap, parce que la crise économique et financière, notamment en Europe - et nous le voyons avec ce qui se passe aujourd'hui en Irlande - n'est pas terminée.

Enfin, nous ne changerons pas de cap, monsieur Fabius, parce que nous avons une majorité. C'est toute la différence avec la situation que vous avez connue en 1984, lorsque vous êtes venu vous exprimer à cette tribune et que le parti communiste avait décidé de quitter le Gouvernement. *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Laurent Fabius](#)

Circonscription : Seine-Maritime (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2712

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 novembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 novembre 2010